

## RAED CHARAFEDDINE

Banquier central et commercial, ancien premier vice-gouverneur de la Banque du Liban

**Jean-Claude Trichet, président de la Commission trilatérale pour l'Europe, ancien président de la BCE**

Je me tourne à présent vers Raed Charafeddine. Vous avez la parole.

### **Raed Charafeddine**

Merci, Monsieur le Président. Alors que la crise sanitaire mondiale et les confinements à grande échelle suite au Covid-19 ont un énorme impact sur différents niveaux de l'économie mondiale, dont la croissance, la gestion des risques, l'inflation et le surendettement, l'hétérogénéité de la reprise parmi les économies avancées, émergentes et en développement est une source majeure d'inquiétude. En plus des risques mentionnés, les risques financiers négatifs inhérents ont été exacerbés, en particulier la prise de risque excessive et les évaluations anormales des actifs, les vulnérabilités des intermédiaires financiers non bancaires, les tensions financières dues aux corrections du marché, les perturbations des cryptoactifs et la cyber insécurité. Compte tenu du fossé grandissant entre les économies, l'amélioration des indicateurs économiques et sanitaires mondiaux pourrait avoir des risques significatifs à la hausse pour l'économie mondiale et les économies en développement vulnérables en particulier.

Le Liban est un pays en développement qui lutte sur de nombreux fronts, à la fois généraux et spécifiques. Premièrement, le confinement lié au Covid-19. Deuxièmement, les tensions géopolitiques, notamment la crise en Syrie. Troisièmement, la crise de liquidité qui a éclaté au cours du dernier trimestre de 2019. Quatrièmement, la décision du gouvernement de se mettre en défaut de paiement de tous ses eurobonds en cours en mars 2020. Cinquièmement, l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020 a causé des destructions majeures dans la capitale libanaise et a entraîné la démission du gouvernement. Sixièmement, le déficit énergétique actuel paralyse les secteurs socioéconomiques dynamiques à l'échelle nationale. Pour n'en citer que quelques-uns.

L'économie libanaise a plongé dans une contraction sévère dans tous les secteurs économiques, associée à une hausse des prix sans précédent. Selon le Fonds monétaire international, l'économie a reculé d'environ 30 % depuis 2017 et elle devrait encore reculer sur la fin 2021 et 2022, alors que le recul de la croissance a été estimé par la banque centrale du Liban, la BDL, à -21,5 %. La lire libanaise a perdu environ 90 % de sa valeur et les prix des denrées alimentaires ont été décuplés depuis mai 2019. Le taux de chômage atteint des sommets et plus de la moitié des ménages sont maintenant sous le seuil de pauvreté. Le taux



moyen d'inflation en 2020 est de 85 %, tandis que l'inflation sur douze mois entre juillet 2020 et juillet 2021 a atteint 123 %.

Alors que le Liban se trouve dans cette situation compliquée, la BDL, la banque centrale du Liban, a déployé des mesures pour aider l'économie à survivre, et je parle ici en ma capacité d'observateur. Je ne suis pas un responsable de la banque centrale. Je n'ai plus ce rôle depuis deux ans et demi, donc en tant qu'observateur qui examine ce que fait la banque centrale et qui évalue l'efficacité des mesures, j'ai vraiment recensé et compilé les actions de la banque centrale.

Par ces mesures, la Banque du Liban a publié une série de circulaires qui reflètent sa stratégie de gestion de la crise, ainsi que certaines priorités économiques clés. Ces initiatives peuvent être divisées en trois catégories principales : premièrement, les politiques monétaires et de taux de change ;deuxièmement, le soutien socioéconomique, et troisièmement, les réglementations du secteur financier. La première catégorie est celle des politiques monétaires et de change. La BDL a pris des mesures visant à répondre au défi de l'inflation causée par la dépréciation des devises étrangères. Elles incluent le soutien aux matières premières et industrielles importées et l'interdiction faite aux banques d'acheter des monnaies étrangères sur les marchés parallèles. Quant au soutien socioéconomique, la BDL a pris des mesures par le biais de nombreuses circulaires cherchant à mitiger les effets de la détérioration de la croissance du PIB, tel que le lancement du fonds Lebanese Oxygen pour soutenir les importations industrielles et fournir aux banques des devises étrangères pour financer l'importation de denrées alimentaires essentielles et les matières premières nécessaires à l'industrie alimentaire.

Une autre mesure dans ce contexte était de faire face aux diverses crises macroéconomiques qui ont exacerbé le taux de pauvreté, y compris les crises financières économiques, la crise du Covid-19 et l'explosion du port de Beyrouth. Ces mesures consistent notamment à demander aux banques de ne pas rétrograder la classification des emprunteurs en défaut et à forcer les banques à accorder des prêts exceptionnels aux particuliers et entreprises affectés par l'explosion du port de Beyrouth.

Le troisième élément était la régulation du secteur financier. La BDL a pris des mesures visant à renforcer les positions des banques en termes de solvabilité et de capitalisation, ce qui a ensuite contribué à la protection des fonds. Ces mesures incluent des actions telles que l'application d'une perte de crédit prévue par la loi sur les placements en devises étrangères, demander aux banques d'éviter la distribution de dividendes aux actionnaires et forcer les banques à préparer un plan pour se conformer aux besoins en capitaux minimums. En plus de tout cela, un comité a été mis en place pour étudier et restructurer le secteur bancaire libanais.

Ma conclusion est la suivante : les initiatives lancées par la BDL, la banque centrale du Liban, au moyen de ces circulaires pour faire face à la crise économique et financière au Liban doivent être associées à un ensemble d'indicateurs de performance clés pour permettre d'évaluer leurs répercussions économiques, financières et monétaires, et mesurer les résultats quantitatifs, ainsi que le degré de conformité. Les mesures de politique monétaire n'auraient qu'un effet limité en termes d'échéancier et de facteurs macroéconomiques si elles



n'étaient pas accompagnées et intégrées au développement d'un plan financier et économique complet et intégré à court, moyen, et long terme.

Un tel plan inclurait une réforme structurelle, des mesures visant, en premier lieu, à traiter les déséquilibres sous-jacents des institutions publiques, en particulier ceux liés à la gouvernance, aux services publics et aux sources de production. Deuxièmement, implanter une stratégie fiscale qui réponde à l'inégalité inhérente au système fiscal et ses mécanismes, au déficit des finances publiques, à la réorganisation et à la restructuration de la dette publique et au développement du réseau de sécurité sociale. Troisièmement, corriger les insuffisances de la balance des paiements, en particulier celles résultant du déficit de la balance commerciale, en plus des faiblesses des mécanismes de l'économie concurrentielle et l'intégration des forces du marché. Enfin, quatrièmement, mettre en place une restructuration totale du secteur financier et établir un système de taux de change crédible. L'objectif final étant de faire passer l'économie libanaise d'un état rentier à une réalité productive. Je vous remercie.

### **Jean-Claude Trichet**

Merci beaucoup. Je dois admettre être très impressionné par la situation dramatique que vous avez décrite et à laquelle le Liban doit faire face, tous les éléments de la catastrophe sont réunis, il n'en manque aucun. Je vois également l'accélération de l'inflation qui est assez impressionnante car, si j'ai bien compris ce que vous avez mentionné, on est à 123 % sur les douze derniers mois, ce qui est tout à fait dramatique. Merci beaucoup.